

DECISION N°2007-DG/070
portant organisation de la direction de l'administration et des finances

La directrice générale,

Vu le titre II du livre V du code du patrimoine, et notamment ses articles L.523-1 et suivants

Vu le décret n°2002-90 du 16 janvier 2002 modifié portant statut de l'Institut national de recherches archéologiques préventives, et notamment son article 13-4°

Vu le décret n°2002-450 du 2 avril 2002 modifié portant dispositions applicables aux agents de l'Institut national de recherches archéologiques préventives

Vu le décret du 6 décembre 2006 portant nomination de la directrice générale de l'Institut national de recherches archéologiques préventives

Vu la délibération du conseil d'administration de l'Institut national de recherches archéologiques préventives n°2005-SAJ/05/II-4/CA du 27 avril 2005 relative à l'organisation générale du siège de l'établissement public

Vu l'avis du comité technique paritaire de l'Institut national de recherches archéologiques préventives du 17 octobre 2007

DECIDE

Article 1^{er}

La direction de l'administration et des finances assure, pour l'ensemble de l'Inrap, des missions de gestion, de coordination et d'évaluation. Elle est organisée en quatre services placés sous l'autorité du directeur de l'administration et des finances :

- le service de l'exécution budgétaire
- le service du budget et du contrôle de gestion
- le service des marchés publics
- le service des affaires générales et immobilières.

Article 2

Le service de l'exécution budgétaire est chargé d'exécuter et suivre le budget ; optimiser et formaliser les procédures d'exécution budgétaire et piloter les réformes afférentes ; diffuser la culture financière ; fournir des éléments d'aide à la décision, assurer une expertise et une assistance en matière financière.

Article 3

Le service du budget et du contrôle de gestion est chargé d'élaborer et piloter le processus budgétaire ; fournir à la direction générale le résultat de ses analyses économiques et financières aux fins de pilotage ; expertiser l'économie des conventions de diagnostic et contrats de fouilles en lien avec le pôle opérationnel de la direction scientifique et technique.

Article 4

Le service des marchés publics est chargé de veiller au respect de la réglementation sur la commande publique ; d'apporter son expertise et de diffuser la culture juridique en matière de marchés publics au sein de l'établissement et en lien avec le service des affaires juridiques ; de fournir des éléments d'aide à la décision dans son domaine de compétence.

Article 5

Le service des affaires générales et immobilières recense et évalue les besoins de logistique de l'ensemble des services afin d'assurer à leur activité l'appui nécessaire (parc automobile, courrier, fournitures, équipements de sécurité...) ; veille à assurer les meilleures conditions d'hébergement et de déplacement ; définit et met en œuvre la politique immobilière ; assure la gestion des éléments de patrimoine de l'établissement sous leurs divers aspects.

Article 6

La présente décision prend effet le 5 novembre 2007.
Elle sera publiée sur le site Intranet de l'établissement public.

Fait à Paris, le 31 octobre 2007
en un seul exemplaire original



Nicole POT